

tions spéciales indépendantes. De ce nombre sont la jurisprudence et la médecine ; on se demande aujourd'hui si le même traitement ne devra pas être également appliqué à la partie des sciences. Le développement prodigieux des sciences en notre siècle oblige à leur faire un domaine à part. On l'a compris en Italie, où l'on s'occupe à former, en dehors des bibliothèques universelles ou de celles qui sont purement littéraires, une grande bibliothèque uniquement consacrée aux sciences. Il a pu exister autrefois un Leibnitz ; mais peut-on concevoir dans l'avenir un esprit assez encyclopédique pour embrasser à la fois l'ensemble des connaissances humaines, les sciences historiques et les sciences proprement dites ?

Tous ces problèmes sur l'avenir et sur l'état présent des bibliothèques, s'ils peuvent être résolus, ne doivent l'être—on l'a senti aux États-Unis,—que d'un commun accord entre les intéressés. De là, convocation de tous les bibliothécaires américains ou du moins des représentants des principales bibliothèques des États-Unis à un congrès qui a eu lieu l'an dernier au mois d'octobre à Philadelphie, pendant l'exposition universelle. Ce congrès a décidé qu'il serait formé une association permanente entre les bibliothécaires américains [*American permanent Library Association*] ; l'association fonctionne actuellement, et elle a déjà pris, en vue d'une action en commun, des résolutions importantes.

L'Angleterre s'apprête à suivre l'exemple de l'Amérique du Nord, et d'Allemagne arrive la nouvelle qu'un appel y a été adressé aux bibliothécaires pour les grouper dans une entente commune.

Que va-t-il sortir d'utile de ce mouvement ? La citation suivante peut servir de réponse à cette question :

« Lorsque j'étais bibliothécaire, a dit un Anglais, j'avais toujours été surpris du gaspillage de forces perdues à cataloguer les livres qui arrivaient. Tout en écrivant ma liste [*list*] [1] de catalogue, d'après les règles généralement suivies dans les bibliothèques d'Angleterre, je me disais qu'il y avait probablement une centaine d'individus faisant exactement la même besogne que la mienne non-seulement en Angleterre, mais encore dans tous les pays du monde civilisé. Et pourtant, quoi de plus simple que de faire imprimer cette fiche, et d'en expédier, par voie de librairie, un certain nombre d'exemplaire à toutes les bibliothèques de l'Europe ?

« Au moyen d'une convention facile à établir, chaque ouvrage anglais pourrait être catalogué au British Museum [de Londres] ; les livres français le seraient à la Bibliothèque nationale [de Paris] ; les allemands, à la Bibliothèque royale de Berlin ; les russes, à Saint-Petersbourg, et ainsi de suite. Une fois imprimées, ces fiches pourraient être adressées à très-peu de frais à toute bibliothèque grande ou petite ; chacune pourrait ainsi se trouver à la tête de trois ou quatre espèces de catalogue : un catalogue alphabétique par noms d'auteurs, un autre par matières, un troisième chronologique, un quatrième d'une autre espèce.

« Quand même une bibliothèque n'aurait pu, faute de ressources, acquérir tel ou tel livre, il ne serait pas sans intérêt pour elle d'en avoir au moins le titre dans son catalogue.

« L'économie qui résulterait de ce système serait considérable. L'état-major des bibliothèques serait grandement diminué et les frais énormes auxquels donne lieu actuellement la confection de catalogues, pour la plupart défectueux, se réduiraient à presque à rien.

« Évidemment, il y a d'autres moyens de parvenir au même but ; mais il faudrait, pour cela, que les principales bibliothèques s'entendissent pour agir en commun. Les auteurs pourraient être priés de dresser eux-mêmes une fiche de leur ouvrage et des exemplaires de ces fiches pourraient être transmis par l'éditeur avec le livre même.

« Telles sont les mesures qui pourraient être adoptées avec beaucoup d'autres, si un accord général arrivait à se conclure entre les directeurs des principales bibliothèques de l'Europe. La dépense n'est pas la même dans toutes les bibliothèques. Les unes ont plus de frais que les autres ; celles dont les livres se prêtent en dehors plus que celles où le prêt est interdit. Mais même dans les établissements où les frais sont réduits au minimum, le principal article de dépense est le catalogue.

« L'adoption d'un petit nombre de mesures, résolues dans un congrès international des bibliothécaires, épargnerait une dépense de plusieurs milliers de livres sterling, chaque année, et nous donnerait certainement des catalogues mieux faits que ceux que nous possédons actuellement, même dans les bibliothèques qui sont le plus habilement conduites.

Telle est l'idée neuve, originale, hardie, lancée l'an dernier dans la presse anglaise [2] par un écrivain qui n'a pas révélé son nom, mais qui est un homme du métier ; idée féconde, qui porte en ses

flancs le germe d'une révolution, ou, si le mot semble excessif, d'une transformation dans le régime des bibliothèques publiques. L'Amérique a saisi cette idée avec empressement, s'en est emparée, et ses bibliothécaires associés, comme nous l'avons annoncé plus haut, cherchent en ce moment le moyen le plus pratique de la réaliser, non encore avec les vastes proportions qu'a tracées l'écrivain anglais, mais sur une échelle plus restreinte et plus modeste, en se bornant pour l'instant à l'Amérique seule.

Une enquête a été ouverte par eux, à ce sujet, dans l'organe de l'association [*The American Library Journal*], et tous les gens compétents sont invités à faire connaître leur avis. Si l'expérience réussit, on pourra songer à donner plus d'extension au projet, et peut-être verra-t-on, en effet, dans un avenir plus ou moins proche, l'exécution de cette autre idée émise au congrès de Philadelphie, savoir : l'impression d'un catalogue universel [1], à la préparation duquel toutes les bibliothèques du globe auraient coopéré et qui contiendrait les titres de tous les livres parus depuis le jour exact par les uns, maudit par les autres, où fut inventée l'imprimerie.

(à continuer)

Devoirs d'écoliers américains, par F. Buisson (2).

L'éducation a été depuis cent ans, aux États-Unis, l'objet de soins assidus et de réformes incessantes. En 1641 fut établie en Virginie la première école gratuite ; puis on créa des écoles libres dans le Massachusetts ; puis, enfin, on dota tout village de cinquante familles d'une *primary school*, et d'une *grammar school* tout village de cent familles. On ne cite que pour mémoire le temps où la plupart des livres arrivaient d'Angleterre, et par cela même atteignaient un prix inaccessible aux masses ; où, pour se procurer une plume, il fallait s'emparer d'une oie et la lui arracher. Le nombre des écoles s'est rapidement multiplié aujourd'hui, et c'est avec une grande complaisance que la République des États-Unis a étalé, pendant les fêtes du Centenaire, les résultats de son système aux yeux de l'Europe.

J. J. Rousseau pose en principe dans son *Emile* que l'enfant doit jusqu'à quinze ans être élevé et instruit dans la solitude la plus complète. On n'est pas précisément de cet avis en Amérique ; non-seulement la fréquentation des écoles est obligatoire en même temps que gratuite, mais encore les deux sexes se trouvent réunis dans les écoles primaires ; on va jusqu'à agiter la question de savoir s'ils ne seront pas admis de concert aux *Normal schools*. Ne pourrait-on pas répondre à cette question, sans autre commentaire, que tandis qu'on s'efforce d'ouvrir et de former l'esprit, le cœur se forme et s'ouvre à l'improvisto ?

Les Américains, qui rêvent d'être pratiques à tout prix, donnent à l'enseignement de leurs écoles un caractère d'actualité utilitaire ; les questions qu'on y traite, les discussions qu'on y soulève, sont celles de chaque jour, et l'enfant est initié de bonne heure aux affaires qui sont les *siennes*, et qu'il peut être appelé à discuter ou à diriger ; de bonne heure aussi on lui infuse une admiration sans bornes pour les héros en honneur dans son pays, et qui par cela seul doivent être les meilleurs. C'est ainsi qu'un écolier de seize ans peut s'écrier : « Avec notre système d'éducation, nous n'aurons jamais à craindre une chute nationale ou un deshonneur national. »

Le livre que vient de publier M. Buisson, président de la commission scolaire déléguée à Philadelphie par le ministère de l'instruction publique, contient des révélations et des renseignements du plus grand intérêt ; en attendant le rapport spécial de la commission et les conclusions de l'enquête, M. Buisson met aujourd'hui sous nos yeux, avec le concours de M. Legrand, les *Devoirs des écoliers américains recueillis à l'Exposition de Philadelphie en 1876*.

Un des procédés le plus en usage aux États-Unis, c'est l'interrogation ; l'interrogation multiple constitue la vie des écoles américaines. Les leçons de choses, les leçons de lieu, les rédactions au tableau noir, tiennent tour à tour en éveil l'attention et l'esprit des jeunes auditeurs, disposés parfois à laisser distraire l'une, et à laisser vagabonder l'autre. Le fond de l'enseignement des *Primary schools*, c'est la dictée d'abord ; puis les descriptions d'images, le calcul oral, les exercices de grammaire, les notions de géographie, de dessin et de musique se partagent le programme. Plus hautes sont les visées des *Grammar schools* ; on y donna des compositions dans le genre de celle-ci : Faire entrer dans une histoire de l'invention de

[1] Le mot anglais *slip* signifie plus particulièrement une bande de papier ; dans les bibliothèques anglaises, on relève en général les titres des livres sur des bandes longitudinales de papier ou bulletins ; sur le continent on emploie plus volontiers des cartes ou fiches.

[2] C'est le recueil anglais *The Academy*, qui en a eu le premier ; le *Times* l'a propagée, en lui prêtant le secours de sa publicité. [Numéro du 18 mars 1876.]

[1] De l'utilité et de la possibilité d'un catalogue universel. Lecture faite par M. J.-B. Barnwell audit congrès.

[2] Un volume in-12. Hachette, éditeur.